

« Il faut un gouvernement fédéral le plus vite possible »

BUDGET Olivier Chastel évoque l'ajustement 2014 et le budget 2015

► « En affaires courantes, la Belgique ne pourra répondre à ses obligations européennes et atteindre ses objectifs d'assainissement. »

► Pour le secrétaire d'Etat au Budget, « il faudrait un gouvernement entre septembre et novembre prochains ».

Point d'alarmisme de la part d'Olivier Chastel, non, mais une certaine inquiétude, et la volonté de passer ce message : « D'un point de vue budgétaire, nous dit-il, j'en appelle à la formation d'un gouvernement fédéral le plus vite possible. »

Olivier Chastel insiste : sachez qu'il ne se mêle pas des négociations en cours sous la houlette de Charles Michel, informateur royal, son président de parti, et que son propos n'a rien à voir avec le choix de telle ou telle coalition à plus ou moins brève échéance,

kamikaze, pentapartite ou tripartite. Non et non. Ce dont il s'agit, « purement et simplement », c'est ceci : « On a fait, grosso modo, les 2/3 du chemin dans l'assainissement budgétaire ces deux dernières années, il reste trois exercices annuels pour compléter et arriver à l'équilibre, en 2016 ; plus le gouvernement fédéral tardera à advenir, plus ce sera problématique, évidemment. »

Le ministre du Budget renvoie en ces termes à la longue crise de 2010-2011 : « Ces 540 jours de blocage nous ont coûté cher ; sans ce vide, nous ne serions pas là à nous demander quand on atteindra l'équilibre dans nos finances publiques, il serait déjà at-

teint ! »

Trois ans plus tard, rien ne presse en apparence : une cinquantaine de jours après les élections du 25 mai, les gouvernements régionaux sont quasi prêts, et si le fédéral se cherche, cela n'est pas interprété comme le signe d'une situation de crise.

Du moins, pas encore. Les « affaires courantes » vont à leur train de sénateur. Tout roule à peu près. Olivier Chastel précise juste : « En affaires courantes, on ne répond pas à nos obligations européennes, et on ne peut pas prendre les mesures budgétaires qui nous permettront d'atteindre nos objectifs d'équilibre... Lisez : il ne faudrait pas que cela dure. Un délai ? « Disons qu'il serait indiqué d'avoir un gouvernement fédéral de plein exercice entre septembre et novembre prochains. »

Budgétairement parlant donc, quel est le problème ? Il est « rélatif », et « de deux ordres ».

Pour ce qui concerne 2014, le gouvernement en affaires courantes, pas à même de procéder aux arbitrages politiques que cela requiert, ne procédera pas à un « ajustement » en juillet, ni en août. Des groupes de travail gardent un œil sur l'évolution de la situation, mais on fait l'impasse politiquement (il n'y aura pas de « conclave ») sur un ajustement structurel évalué à 1,3 milliard, à 1,8 milliard en terme nominal (si l'on n'intègre pas les économies et/ou les recettes « one shot », comptabilisées en revanche dans le « structurel »), selon les informations livrées au ministre par le comité de monitoring, et s'agissant des chiffres à mi-parcours en 2014.

« Nous aviserons fin août, début septembre en fonction de la situation politique, on y verra

peut-être plus clair au fédéral. »

Voilà pour le non-ajustement, ou contrôle budgétaire 2014.

Quant au budget 2015, la pression monte d'un cran. La Belgique a deux obligations européennes.

La première : le gouvernement doit déposer un « Draft Budgetary Plan » pour le 15 octobre, comportant, entre autres, ses projections en recettes, en dépenses, les données ayant trait à sa dette publique. « Ce n'est pas parce qu'on est en affaires courantes que l'on peut se soustraire à ses obligations européennes. »

Issue de secours : la Belgique peut produire un « document temporaire », valable jusqu'au 15 décembre. Dernier délai.

Deuxième obligation : transmettre le projet de budget 2015 à la Commission européenne, là encore pour le 15 octobre. Impossible en affaires courantes. Olivier Chastel : « Il y a une possibilité de dérogation. Si nous ne sommes pas en mesure de confier notre budget 2015, il faudra procéder par "douzièmes provisoires", en reprenant, mois après mois, en dépenses comme en recettes, les sommes engagées à ce moment de l'année dans le budget antérieur, réalisé à la fin 2013. » Pas la solution idéale. L'assainissement reste un impératif. Pour atteindre l'équilibre en 2016, et toujours selon le programme d'assainissement que s'était fixé le gouvernement Di Rupo (à charge, pour le suivant, de modifier, durcir ?, la ligne) « nous devons réaliser un effort d'environ 2,8 milliards d'euros par an, correspondant à 0,7 % du PIB ». On y revient : « Il faut un gouvernement de plein exercice pour réaliser ce genre de chose... » ■

NÉGOCIATIONS

Le MR sonde la kamikaze...

La Libre évoquait mardi un sondage mené au MR : son électorat serait favorable à une coalition kamikaze (avec la N-VA), devant les autres formules. On nous rapporte que ce serait vrai surtout côté wallon. Le sondage porte aussi sur les intentions de vote. Il nous est dit que le MR progresse et que CDH et PS reculent légèrement. (D.Ci)

... et se fait bombarder

A propos de la kamikaze, Philippe Moureaux (PS) envoie : « Le MR nous prépare la coalition du reniement de ses engagements. Un MR aux ordres de la N-VA pour quelques portefeuilles. Pauvres francophones dupés et abandonnés. » Sur La Première, Joëlle Milquet a qualifié de « lâche » cette kamikaze que d'aucuns appellent la « courageuse ». Elle ajoute : « Ce serait un drame, un abandon même des francophones. » (D.Ci, avec b.)

DAVID COPPI

Choisir des ministres régionaux, cela ne s'improvise pas

WALLONIE Les présidents du PS et du CDH devront bientôt composer deux exécutifs. C'est la quadrature du cercle

Le choix des ministres est le privilège exclusif des présidents de partis. Elio Di Rupo et Paul Magonne (PS) ainsi que Benoît Lutgen (CDH) se livreront à cet exercice délicat dans quelques jours pour la Wallonie et la Fédération Wallonie-Bruxelles (Communauté française). Ils y réfléchissent depuis longtemps, mais les derniers arbitrages sont imminents, cette fois. Mode d'emploi.

Premiers servis ? Le préalable à évacuer pour les présidents : j'y vais ou j'y vais pas ? Pour le Premier ministre, c'est non : il mènera à terme les affaires courantes, a-t-il dit. Pour le bourgmestre de Charleroi, c'est sans doute oui. Au PS, tout le monde en est convaincu. Côté CDH, Lutgen pourrait être tenté par le rôle de chef de file gouvernemental, mais la présidence reste sa priorité.

Les équilibres géographiques. Le temps des baronnies sous-régionales n'est pas complètement de l'histoire ancienne. Au PS, le Hainaut a été très bien servi ces dernières années, il le serait encore avec Magonne ministre-président, et Demotte idem à la Fédération. Cela ouvre forcément les portes à un Liégeois pour un portefeuille mammoth. Et qui d'autre que Jean-Claude Marcourt ?

Au CDH aussi, l'équilibre entre les deux provinces les plus peuplées doit être respecté d'une manière ou d'une autre. Mais le gouvernement wallon devrait compter huit membres : il n'y aura pas place autour de la table pour tous les arrondissements. Les zones les plus rurales sont souvent oubliées par les états-majors et s'en plaignent régulièrement. A leur tour, cette fois ?

Masculin-féminin. L'origine des « ministres » doit être croisée avec un autre facteur très sensible : leur sexe. Le gouvernement wallon sortant ne comptait qu'une seule femme, la socialiste Eliane Tillieux. Un rééquilibrage en vue ?

L'expérience (ou pas). Désigner de nouveaux ministres, c'est d'abord régler le cas des ministres sortants. Ministre un jour, ministre toujours, ce n'est pas possible. Mais qui laisser sur le carreau et sur base de quel motif ? Le membre d'un exécutif dispose d'une marge de manœuvre, mais il n'est jamais que l'exécutant du parti qui l'a placé là et il évolue dans le cadre d'une coalition qui le brime. Donc les reproches purs et durs sont difficiles à exprimer. Un ministre est rarement viré, sans autre forme de procès.

Sauf qu'un nouveau gouvernement offre aussi la possibilité de lancer une nouvelle génération. Il y aura forcément une surprise ou l'autre dans le casting. Moins d'expérience ? Quoique : les jeunes pousses en vue (François Desquesnes au CDH ou Nicolas Martin au PS, par exemple) ont emmagasiné des années de travail dans les cabinets. Et puis des visages neufs et des discours rajeunis, cela plaît toujours à l'opinion.

Le parlement (ou pas). Corollaire du paragraphe précédent : le parlement régional reste un vivier riche pour y dénicher les perles rares qui feront de bons ministres. Voyez Benoît Lutgen qui désespère d'en extraire Maxime Prévot, le bourgmestre de Namur... Mais il n'y a pas d'obligation : en 2004, Elio Di Rupo est allé chercher Jean-Claude Marcourt

dans un cabinet ; la même année, Marie-Dominique Simonet dirigeait le port autonome de Liège quand Joëlle Milquet l'a débauchée. L'arrivée d'un parfait inconnu n'est donc pas impossible, au risque d'agacer les politiques pur jus.

Les scores électoraux. Les présidents consulteront une dernière fois les résultats du 25 mai avant de trancher. Difficile d'évacuer d'un revers de la main les champions en voix de préférence. On songe ici à Paul Furlan ou Rudy Demotte chez les socialistes, ou Dimitri Fourny chez les humanistes : derrière ceux-là, il y a des dizaines de milliers d'électeurs qu'il faut ménager.

Les compétences. Avant de choisir les hommes, Di Rupo, Magonne et Lutgen sauront de quelles compétences leurs partis auront hérité. Utile si l'idée est de confier l'un ou l'autre dossier technique à un spécialiste, mais pas forcément déterminant : les capacités réelles se jaugent à l'échelle des cabinets, pas à celle des ministres.

La stratégie. A ne jamais perdre de vue : la composition d'un gouvernement n'est qu'un épisode de plus dans le grand partage des postes en vue. La réflexion des présidents est très large : présidents d'assemblées, chefs de groupe, bourgmestres de grandes villes, fédéral (?), présidences de structures publiques, députations provinciales... Gouverner un parti, c'est prévoir large et voir loin.

Et surtout ne pas oublier les affinités personnelles, les parcours communs, la confiance du chef, le dévouement du candidat... ■

ERIC DEFFET